

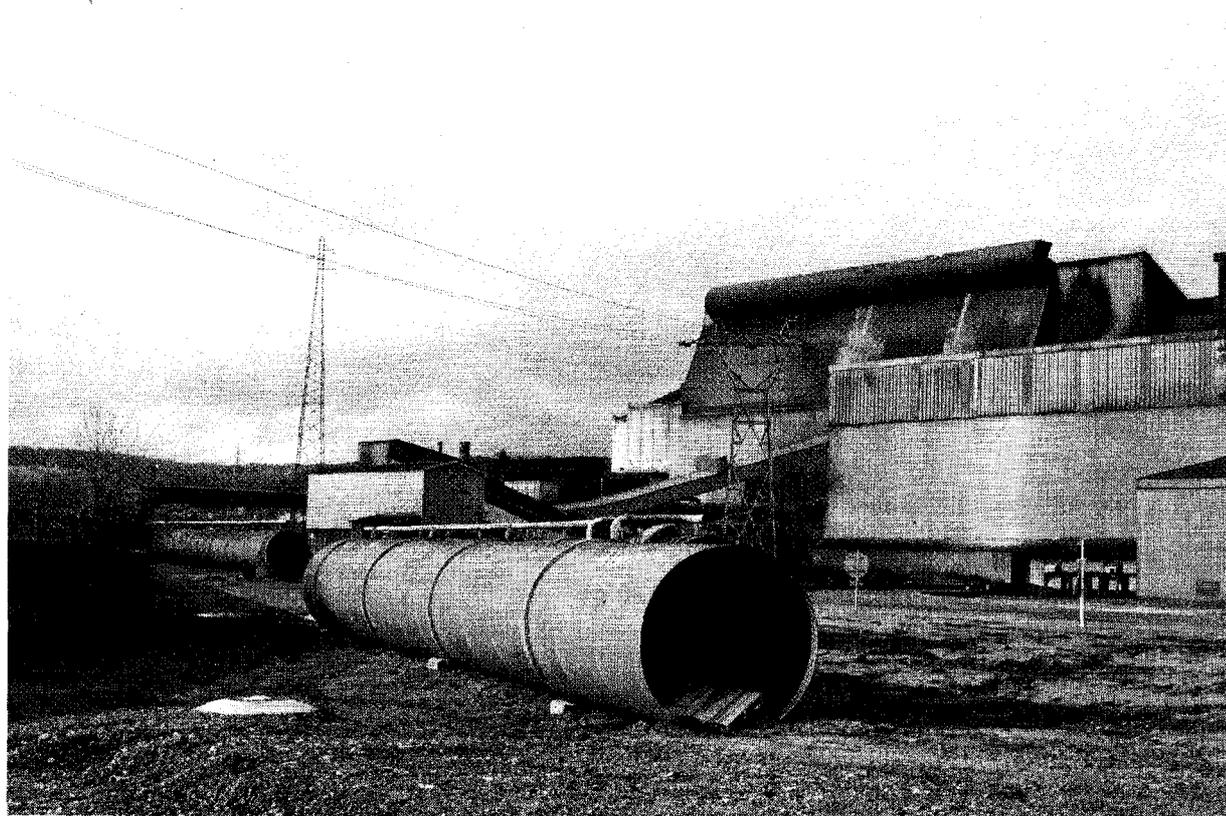
**Social** ♦ Selon la CFDT, ArcelorMittal s'apprête à supprimer 595 postes comme prévu.

# Gandrang attend que Sarkozy tienne ses promesses

Il avait dit «Etat prêt à investir sur le site avec ou sans Mittal». Et apparemment, avec ou sans Sarkozy, Mittal a décidé de ne plus mettre un euro dans son site de Gandrange (Moselle). Les syndicats d'ArcelorMittal ont reçu samedi la réponse de la direction à leur contre-projet, et celle-ci n'augure rien de bon. «Ils ont démonté point par point nos propositions. Pour eux, la décision semble prise: ils maintiennent leur projet de fermeture partielle et les 600 suppressions d'emploi qui vont avec», analyse Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen. La décision officielle devrait être annoncée vendredi, lors du prochain comité d'entreprise. Avant l'ouverture du volet «social» du plan, le 14. «Il était impossible pour eux de se déjuger», accuse Edouard Martin. Le plan monté par le comité d'entreprise reposait pourtant sur un investissement modéré: 40 millions pour sauver le site. Les déclarations de Nicolas Sarkozy à Gandrange, le 4 février, avaient pourtant suscité l'espoir. «Au plus haut niveau de l'Etat, on s'engage à ne pas vous laisser tomber», avait-il déclaré sous les applaudissements, quitte à «mettre de l'argent, s'il le faut, dans l'outil de production».

Il l'avait promis: il reviendrait dans l'usine «annoncer la solution qu'on aura trouvée». Est-ce bon signe? Hier soir sur RTL, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, prédisait: «Le président aura cette semaine un contact avec Monsieur Mittal.» Information non confirmée par l'Elysée. Puis sur France Inter, la ministre de l'Economie, Christine Lagarde: «L'objectif principal est de sauvegarder les emplois. Si on peut sauvegarder l'activité par des investissements extérieurs, et je sais qu'il peut y avoir des partenaires privés intéressants, notre métier, c'est de les encourager.» Et justement, hier soir toujours, on apprenait que le groupe sidérurgique brésilien Gerdau était «officiellement» candidat à la reprise de l'aciérie. La municipalité d'Amnéville (Moselle) affirme même avoir présenté vendredi ce repreneur potentiel à Bercy... Pour mémoire, la semaine dernière, la direction d'ArcelorMittal France affirmait qu'«aucun repreneur ne s'était manifesté à ce jour».

◀ LUC PELLON



L'usine de Gandrange (Moselle), en janvier. La décision de réorganisation du site devrait être annoncée par ArcelorMittal vendredi. PHOTO PASCAL BASTIEN

## Les raisons contestées de la fermeture

**DÉCRYPTAGE** Le plan de réorganisation que Lakshmi Mittal, PDG du numéro un mondial de l'acier, paraît si déterminé à administrer prévoit la suppression de 595 emplois sur les 1 100 que compte le site. «Gandrang souffre d'un handicap de compétitivité par rapport à toute la concurrence», affirmait Daniel Soury-Lavergne, directeur général d'ArcelorMittal France, à *Liberation*, il y a deux semaines. Gandrang, histoire d'une usine archaïque? Ou d'une direction qui n'a pas su—ou voulu—investir? Confrontation des arguments et contre-arguments autour du plan Mittal.

### La hausse des matières premières

C'est l'un des principaux arguments de la direction. Le four électrique de l'aciérie de Gandrang est alimenté essentiellement avec de la ferraille de récupération. «Dans le contexte actuel de hausse du coût des matières premières et de la ferraille, Gandrang est plus cher que la filière fonte», indique Daniel Soury-Lavergne. Il est tentant de faire un parallèle entre cette hausse et le résultat net du site (+17,2 millions d'euros en 2005, -36 millions en 2007). Les syndicalistes tempèrent: la hausse des matières premières a été répercutée sur les clients d'ArcelorMittal. L'unité de Gandrang a

vendu son acier au prix moyen net de 555 euros la tonne en 2007, contre 450 en 2004.

### Une usine obsolète

Un four électrique qui manque de fiabilité, un train à billettes surdimensionné. «Gandrang a un handicap du fait de la conception même de son four. Ce qui provoque des écarts de compétitivité substantiels», précise Daniel Soury-Lavergne. Construit au milieu des années 90, le four électrique dispose de deux cuves, contre une habituellement. Ce qui multiplie les «difficultés techniques qu'il faut constamment pallier par des interventions humaines», raconte Xavier Phan Dinh, de la CGT. Le syndicat a proposé la construction d'une nouvelle aciérie électrique, pour 110 à 120 millions d'euros. Dans leur plan, CFDT et CFE-CGC ont opté pour la modernisation du four existant (environ 40 millions).

### Le manque de formation des jeunes

Problème: la production de Gandrang a tendance à baisser, avec 931 000 tonnes expédiées en 2007 contre 1 090 000 en 2004. Les syndicats l'expliquent par un problème de transmission des compétences. «Dans les étages supérieurs du groupe, ils sont focalisés sur le ratio tonne produite par homme et par an», raconte Pierre Sutter (CFE-CGC). Du coup, on n'a jamais autorisé notre encadrement à embaucher plus que les départs, ce qui aurait permis d'anticiper la vague de départs en retraite et d'avoir des jeunes bien formés pour prendre le relais.» Depuis 2005, le site a embauché 300 salariés, dont la formation se fait sur le tas. Leur manque d'expérience provoquerait des soucis de productivité et de qualité, qui coûtent cher au site: 110 millions en 2006 selon l'expert du CE.

### Avec quelles perspectives?

«Si on a ces compétences humaines et qu'on remet l'outil à niveau, on est tout de suite rentables vu la conjoncture mondiale», calcule Pierre Sutter. A propos de conjoncture, Lakshmi Mittal lui-même a affirmé, voilà un mois et demi: «Notre industrie évolue dans des conditions favorables. Ceci va être le cas toute l'année 2008». En 2007, le groupe a augmenté son bénéfice net de 30% (7,5 milliards d'euros) et son chiffre d'affaires de 18,8%. Et le secteur des «longs carbonés», sur lequel Gandrang est positionné, a généré une marge opérationnelle de 16,3% du chiffre d'affaires en 2007 au sein d'ArcelorMittal. «C'est un secteur qui a des résultats plus qu'honorables», admet Daniel Soury-Lavergne.

De notre correspondant à Strasbourg ▶ THOMAS CALINON